

**AUME DU MAROC  
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU**



**Appel d'offres ouvert international sur offres de prix  
N°75/2024/ABHS**

**FOURNITURE ET INSTALLATION DE STATIONS TELEPHERIQUES  
FIXES POUR LA MESURE DU DEBIT D'EAU AU NIVEAU DE DEUX  
STATIONS HYDROLOGIQUES DANS LE BASSIN HYDRAULIQUE DU  
SEBOU**

**Cahier des Prescriptions Spéciales**

**Année 2024**

## Sommaire

ARTICLE 01 :	OBJET DE L'APPEL D'OFFRES .....	4
ARTICLE 02 :	MODE DE PASSATION .....	4
ARTICLE 03 :	PIECES CONTRACTUELLES .....	4
ARTICLE 04 :	TEXTES GENERAUX .....	4
ARTICLE 05 :	VALIDITE DU MARCHE .....	5
ARTICLE 06 :	ELECTION DU DOMICILE DE DU PRESTATAIRE .....	5
ARTICLE 07 :	SOUS-TRAITANCE .....	6
ARTICLE 08 :	DÉLAI D'EXÉCUTION .....	6
ARTICLE 09 :	RECEPTION PROVISOIRE .....	6
ARTICLE 10 :	RECEPTION DEFINITIVE .....	7
ARTICLE 11 :	CAUTION PROVISOIRE .....	7
ARTICLE 12 :	CAUTION DEFINITIVE .....	7
ARTICLE 13 :	RETENUE DE GARANTIE .....	7
ARTICLE 14 :	DELAI DE GARANTIE .....	7
ARTICLE 15 :	PÉNALITÉS POUR RETARD .....	7
ARTICLE 16 :	MODALITÉ DE REGLEMENT .....	7
ARTICLE 17 :	FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT .....	8
ARTICLE 18 :	RESILIATION .....	8
ARTICLE 19 :	NANTISSEMENT .....	8
ARTICLE 20 :	LITIGES .....	8
ARTICLE 21 :	CARACTERE GENERAL DES PRIX .....	9
ARTICLE 22 :	AVANCES .....	9
ARTICLE 23 :	REVISION DES PRIX .....	9
ARTICLE 24 :	ASSURANCES - RESPONSABILITES .....	9
ARTICLE 25 :	CONSISTANCE DES PRESTATIONS .....	10
ARTICLE 26 :	AIRE D'INTERVENTION .....	14
ARTICLE 27 :	DOCUMENTS A FOURNIR .....	14
ARTICLE 28 :	DISPOSITIONS GENERALES .....	15
ARTICLE 29 :	DEFINITION DES PRIX .....	15
ARTICLE 30 :	BORDEREAUX DES PRIX FORMANT LE DETAIL ESTIMATIF .....	16

**Fourniture et installation de stations téléphériques fixes pour la mesure du débit d'eau au niveau de deux stations hydrologiques dans le bassin hydraulique du Sebou**

**Appel d'offres ouvert international sur offre de prix, séance publique, en application des articles 19 et 20 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics et conformément à l'accord de prêt n°9581-MA relatif au programme « sécurité et résilience de l'eau au Maroc », conclu entre le Royaume du Maroc et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement.**

Appel d'offres ouvert international sur offre de prix, séance publique, en application des dispositions du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Le marché découlant du présent appel d'offres sera passé :

**ENTRE**

l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou représentée par son Directeur, Ordonnateur ;

**D'une part**

**Et**

Monsieur/Madame.....qualité.....  
Agissant en nom et pour le compte de la société.....  
Au capital de .....  
Faisant élection de domicile : .....  
Inscrit au registre de commerce de..... sous le n° .....  
Affilié à la Caisse Nationale de Sécurité sociale, sous le n° .....  
Patente n°.....  
Identifiant Fiscal : .....  
I.C.E n° :.....  
Titulaire du compte bancaire n° .....  
Ouvert à .....

Désigné ci-après par le fournisseur.

**D'autre part**

**Il a été convenu et arrêté ce qui suit**

## **OBJET DE L'APPEL D'OFFRES**

Le marché qui découlera du présent appel d'offres ouvert international sur offres de prix a pour objet la fourniture et installation de stations téléphériques fixes pour la mesure du débit d'eau au niveau de deux stations hydrologiques dans le bassin hydraulique du Sebou.

## **ARTICLE 01 : MODE DE PASSATION**

Appel d'offres ouvert international sur offres de prix, en application des articles 19 et 20 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

## **ARTICLE 02 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles constituant le marché sont :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le cahier des prescriptions spéciales ;
3. Le bordereau des prix formant le détail estimatif ;
4. L'offre technique
5. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-T) ;

## **ARTICLE 03 : TEXTES GENERAUX**

Le prestataire du marché est soumis aux obligations des textes généraux réglementaires suivants :

1. La législation et la réglementation du travail, notamment les Dahirs du 21 mars 1943 et 27 décembre 1944 concernant les accidents du travail, ainsi que les textes portant réglementation des salaires ;
2. Le Dahir n°1.56.211 du 11.12.1956 relatif aux garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics ;
3. Le Dahir n° : 1-03-195 du 15 ramadan 1424 (11 novembre 2003) portant promulgation de la loi 69.00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes ;
4. Le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015) relatif au Nantissement des Marchés Publics ;
5. Le Décret n° 2-89-61 du Rabia II 1410 (10/11/1989) fixant les règles applicables à la comptabilité des Établissements publics ;
6. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret n° 2- 14 -394 du 06 Chaabane 1437 (13 mai 2016) ;
7. Le décret N° 2-06-574 du 10 Hija 1427 (31 décembre 2006) pris pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée prévue au titre III du code général des impôts ;
8. Le décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics;
9. Le Décret N° 2-16-344 du 22 juillet 2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques ;
10. L'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'Économie et des Finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.
11. L'arrêté du Chef du gouvernement n° 3-302-15 du 15 safar 1437 fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics ;

12. La décision du ministre des Finances et de la privatisation n° 2-2123 DE/SPC du 06 Mai 2005 relative au seuil des marchés à soumettre au visa des contrôleurs d'Etat ;

13. Les normes applicables au Maroc.

Ainsi que toutes dispositions réglementaires en vigueur se rapportant à l'objet du marché qui découlera du présent appel d'offres. De même, il doit être tenu compte de tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de l'acte d'engagement. Dans le cas où ces textes prescrivant des clauses contradictoires, le titulaire de marché doit se conformer au plus récent d'entre eux.

Le fournisseur devra, s'il ne les possède pas, se procurer ces documents. Il ne pourra en aucun cas, invoquer leur ignorance pour se soustraire aux obligations qui en découlent.

#### **ARTICLE 04 : VALIDITE DU MARCHE**

Le présent appel d'offres ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou et visa du Contrôleur d'Etat de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou si son visa est requis.

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours qui commence à courir à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres prévu à l'alinéa précédent, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe.

A cet effet, le maître d'ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses.

Dans ce cas :

- Les concurrents ayant donné, dans les mêmes formes, leur accord à la demande de prorogation, avant la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage, restent engagés pendant le délai supplémentaire convenu ;
- Les concurrents qui n'ont pas donné leur accord à la demande de prorogation ou qui n'ont pas répondu dans le délai qui leur est imparti sont libérés de leurs engagements vis-à-vis du maître d'ouvrage et mainlevée leur est donnée de leur cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit heures à compter de la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage ;
- Dans le cas où aucun des concurrents n'a donné son accord à la demande de prorogation ou n'a répondu dans le délai qui lui est imparti, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit heures à compter de la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage. Dans ce cas, il est procédé à l'annulation de la procédure.

#### **ARTICLE 05 : ELECTION DU DOMICILE DE DU PRESTATAIRE**

A défaut par le prestataire de satisfaire aux prescriptions de l'article 20 du CCAG-T, en se faisant par élection de domicile au Maroc et l'indiquant dans l'acte d'engagement, toutes les notifications qui se rattachent à son entreprise, lui seront valablement faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le CPS.

En cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

#### **ARTICLE 06 : SOUS-TRAITANCE**

Si l'entrepreneur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants ;
- Le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 27 du Décret n°2-22-431 du 08 Mars 2023 relatif aux marchés publics.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché. Il est à signaler que tous les travaux peuvent faire l'objet d'une sous-traitance à condition de respecter les conditions requises de l'article 151 du décret n°2-22-431 du (8 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

Le prestataire du marché est tenu de présenter au MO les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous –traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous–traitées.

Le prestataire est tenu de délivrer au sous-traitant à sa demande une attestation de bonne exécution des prestations sous-traitées.

Lorsque le prestataire envisage de recourir à la sous-traitance, il est tenu de faire appel à des prestataires installés au Maroc, notamment les très petites, petites et moyennes entreprises y compris les jeunes entreprises innovantes, les coopératives, les unions de coopératives et les auto– entrepreneurs.

Le prestataire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

Dans tous les cas le prestataire et les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises de l'article 151 du décret n° 2-22-431 du (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

#### **ARTICLE 07 : DELAI D'EXECUTION**

Le délai d'exécution du marché résultant du présent appel d'offres est fixé à douze (12) mois. Il prendra effet à compter de la date définie par l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux.

#### **ARTICLE 08 : RECEPTION PROVISoire**

Un procès-verbal de réception provisoire sera dressé par le MO dès fourniture, installation et mise en service de l'ensemble du matériel.

## **ARTICLE 09 : RECEPTION DEFINITIVE**

La réception définitive sera prononcée par le MO après expiration du délai de garantie. Le fournisseur doit satisfaire à toutes les notifications qui lui seraient adressées pendant la durée du délai de garantie. Dans le cas contraire, les obligations du titulaire resteraient à satisfaire jusqu'à ce que le matériel soit en état de réception définitive.

## **ARTICLE 10 : CAUTION PROVISOIRE**

Le cautionnement provisoire est fixé à **soixante mille dirhams (60 000,00 DH)**.

## **ARTICLE 11 : CAUTION DEFINITIVE**

Le cautionnement définitif, dont le montant est fixé à 3% du montant initial du marché, arrondi au dirham supérieur, doit être constitué dans les vingt jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

## **ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE**

Une retenue de 10% sera effectuée sur chaque acompte à titre de garantie. Cette retenue de garantie qui pourra être cautionnée auprès d'une banque agréée cessera de croître lorsqu'elle aura atteint sept pour cent (7%) du montant du marché augmenté, le cas échéant, des montants des avenants.

## **ARTICLE 13 : DELAI DE GARANTIE**

Par dérogation à l'article 75 du C.C.A.G-T, le délai de garantie est fixé à 24 mois à compter de la date de la réception provisoire.

## **ARTICLE 14 : PÉNALITÉS POUR RETARD**

Il sera fait application des dispositions de l'article 65 du CCAG-T. A défaut d'avoir terminé les prestations dans les délais prescrits, il sera appliqué à l'entrepreneur une pénalité par jour calendaire de retard de 1 ‰ (un pour mille) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues à l'entrepreneur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du marché issu du présent appel d'offres.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à huit pour cent (8 %) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché dans les conditions prévues par l'article 79 du CCAG-Travaux.

## **ARTICLE 15 : MODALITE DE REGLEMENT**

Le règlement des prestations réalisées sera effectué sur la base de décomptes établis par le maître d'ouvrage en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement exécutées, déduction faite de la retenue de garantie, le cas échéant.

Le montant de chaque décompte est réglé au prestataire après réception par le maître d'ouvrage de tous les métrés, situations et pièces justificatives nécessaires à sa vérification.

Seules sont réglées les prestations prescrites par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au prestataire seront versées au compte bancaire n° (RIB sur 24 positions) inscrit dans son acte d'engagement

Le règlement sera fait conformément au décret n° 2-16-344 du juillet 2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.

Selon l'article 2 de ce décret, l'ordonnancement et le paiement des dépenses relatives aux commandes publiques doivent s'effectuer dans un délai maximum de 60 jours, à compter de la constatation du service fait de la prestation objet de la commande publique.

#### **ARTICLE 16 : FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT**

Les frais de timbres et d'enregistrement sont à la charge du titulaire du marché qui découlera du présent appel d'offres.

#### **ARTICLE 17 : RESILIATION**

Si le fournisseur se trouvait dans l'incapacité de terminer les prestations objet du présent appel d'offres, ou ne respectait pas les clauses du présent appel d'offres, l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou procédera à la résiliation intégrale du marché suivant les stipulations du CCAG-T.

#### **ARTICLE 18 : NANTISSEMENT**

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), il est précisé que :

- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins de Monsieur le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.
- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le fournisseur du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.
- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.
- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.
- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

#### **ARTICLE 19 : LITIGES**

Conformément aux stipulations du C.C.A.G-T, tous les litiges entre le fournisseur et le MO, à propos de l'exécution des prestations du présent appel d'offres, seront réglés par les tribunaux statuant en matière administrative à la ville de Fès.



## **ARTICLE 20 : CARACTERE GENERAL DES PRIX**

Les prix contiennent le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence directe du travail.

## **ARTICLE 21 : AVANCES**

Conformément aux dispositions du décret n° 2-14-272 du 14 rajeb 1435 (14 mai 2014), il sera octroyé au titulaire du marché une avance dans les conditions fixées par ledit décret sur sa demande et après production d'une attestation de caution personnelle et solidaire du même montant de l'avance délivrée par un établissement financier autorisé pour ce faire par le ministre chargé des finances.

L'avance est octroyée lorsque le montant initial du marché est supérieur ou égal à cinq cent mille (500.000) dirhams toutes taxes comprises (TTC) et le délai d'exécution est supérieur ou égal à quatre (4) mois. Toutefois, l'avance ne peut être octroyée au titulaire du marché pour la part du marché qui fait l'objet de sous-traitance.

Le montant de l'avance est calculé conformément aux dispositions dudit décret et dans les conditions qui y sont fixées.

La caution personnelle et solidaire de restitution de l'avance doit être constituée par le titulaire dans les conditions qui sont fixées audit décret et doit être déposée auprès du Maître d'Ouvrage dans les 30 jours qui suivent la notification de l'ordre de service de commencement de la prestation.

L'ordonnancement du montant de l'avance devra être effectué dans les 15 jours suivant la date de dépôt par le titulaire du marché de la caution personnelle et solidaire.

Le remboursement du montant de l'avance est effectué par déduction sur les acomptes dus au titulaire du marché dans les conditions qui sont fixées audit décret.

Le taux de remboursement de l'avance est fixé à 20% du montant de chaque acompte jusqu'au remboursement total de l'avance.

En cas de résiliation du marché quelle qu'en soit la cause, la liquidation du remboursement de l'avance est immédiatement effectuée sur les sommes dues à l'entreprise ou à défaut sur la caution personnelle et solidaire ;

En cas de sous-traitance survenue après versement de l'avance, la part de l'avance correspondante au montant des travaux sous traités, doit être prélevée immédiatement en totalité sur les sommes dues au titulaire ;

En cas de nantissement du marché, les attestations des droits constatés doivent tenir compte du montant de l'avance versée au titulaire du marché.

## **ARTICLE 22 : REVISION DES PRIX**

Conformément à l'article 15 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, les prix du marché qui découlera du présent appel d'offres sont fermes et non révisables et ce, en l'absence d'un texte réglementaire fixant les conditions de la révision des prix des fournitures.

## **ARTICLE 23 : ASSURANCES - RESPONSABILITES**

Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur doit adresser au maître d'ouvrage, les attestations des polices d'assurance, délivrées par un ou plusieurs établissements agréés, qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du

marché et ce, conformément aux stipulations de l'article 25 du CCAG-T tel qu'il a été modifié et complété.

## **ARTICLE 24 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS**

Les caractéristiques suivantes représentent des caractéristiques minimales.

Les prestations objet du marché consistent en la fourniture, l'installation et la mise en service de stations téléphériques fixes complètes pour la mesure des débits comprenant les composantes suivantes :

### **1- Fourniture, installation et mise en service de stations téléphériques fixes complètes pour la mesure des débits :**

Le prestataire devra fournir, installer et mettre en service deux stations téléphériques pour la mesure des débits par jaugeage, notamment la mesure de débits en temps de crues.

Les stations téléphériques fixes de mesure de débits sont destinées à transporter et stabiliser le matériel et les accessoires de mesures des eaux pour atteindre n'importe quel point l'intérieur de la section de mesure dominée par la station téléphérique. Ces stations doivent permettre aussi bien les déplacements horizontaux que verticaux.

Le choix de l'emplacement de la station téléphérique devra être fait à travers une étude qui sera menée par un bureau d'études en concertation avec le M.O. Le bureau d'étude sera engagé par le prestataire et à sa charge.

Les stations téléphériques sont constituées des composantes suivantes :

#### **- Treuil double électrique :**

- Treuil double électrique devra être façonné selon un système modulaire incluant des composants robustes et des matériaux inoxydables, avec moteur électrique à commande réglable en continu ainsi qu'une commande manuelle avec manivelle de sécurité.
- Le treuil double électrique devra comprendre :
  - Compteur de distance ;
  - Compteur de profondeur ;
  - Moteur électrique : Moteur à courant alternatif compatible avec le réseau électrique marocain (220V/50Hz) et de puissance suffisante pour déplacer l'ensemble moulinet et saumon. La vitesse devra être réglable en continu entre 0 et 50 cm/s ;
  - Avec possibilité de commande manuelle (notamment de cas de coupure de courant).
- Terminal de commande portable connecté au système de comptage avec un interrupteur de type joystick permettant le déplacement horizontal et vertical du torpille (saumon) et des autres accessoires de mesure et avec interrupteur d'arrêt d'urgence.
- Poulie coté Treuil : pour l'entraînement du câble tracteur et du câble de suspension avec un enroulement de câble permettant d'éviter le glissement. La poulie devra être protégée ;

- Poulie de renvoie du câble tracteur : à fixer sur le poteau opposé au treuil. La poulie devra être protégée ;
- Chariot : construction solide avec des roues et des roulements à billes et poulie d'entraînement du câble de suspension ;
- **Les câbles de la station :**
  - Câble porteur : câble en fil d'acier galvanisé de diamètre de 20 mm au minimum avec cosses et pinces.
  - Câble tracteur : câble en fil d'acier galvanisé torsadé de diamètre de 6 mm au minimum avec cosse et colliers ;
  - Câble de suspension : Câble électro-porteur en acier galvanisé de diamètre suffisamment dimensionné pour permettre de déplacer l'ensemble moulinet et saumon verticalement et de transmettre les impulsions du moulinet à l'unité de comptage.
- **Système de mise en tension des câbles porteur et tracteur :**
  - La mise en tension du câble porteur et du câble tracteur devra être faite par des contrepoids qui devront être installés au niveau du local technique ;
  - Les contrepoids pourront être en aciers galvanisée ou en blocs en béton armé réalisés dans les règles de l'art ou autre type de contrepoids adapté à l'installation à l'intérieur du local technique et présentant des caractéristiques de longue durée de vie. Le choix du type de contreforts doit être validé par le M.O avant leur réalisation ;
  - Les contrepoids devront être dimensionnés pour assurer la stabilité et le bon fonctionnement de la station téléphérique ;
  - Pour assurer la sécurité du personnel et éviter tout incident lié au contrepoids au niveau du local technique, la zone au-dessous des contrepoids doit être protégée.
  - La sécurité liée au système de contrepoids doit être assurée dans tous les cas de figure notamment en cas de présence d'objets flottant avec l'écoulement (arbre, ...etc.).
- **Poteaux et fondations :**
  - Les poteaux devront être en acier galvanisé dont la hauteur, la section et les dimensions seront calculées selon l'emplacement des poteaux, la portée et la charge exécutée par les différents câbles de la station téléphérique.
  - Chaque poteau devra être fixé sur une fondation en béton armé.
  - Le prestataire devra exécuter les travaux de fondations au niveau des stations Belksiri et Azibe Soltane en procédant à l'enlèvement et le déplacement du système de treuil existant pour la station Azibe soltane et à la démolition des fondations de treuil existantes pour les deux stations le cas échéant.

- Les fondations des poteaux coté treuil devront être mises en place à l'intérieur desdits locaux techniques.
  - Pour l'exécution les travaux de fondations à l'intérieur des locaux, le prestataire devra réaliser un diagnostic de ces locaux techniques par un BET à sa charge et veiller à l'exécution des travaux à l'intérieur des locaux en s'assurant de ne pas impacter leur structure et de procéder aux travaux de réaménagement et/ou renforcement de ces locaux quand cela est nécessaire.
  - Les fondations des poteaux coté opposée du treuil devront être mises en place à l'extérieur après avoir enlevé les fondations et poteaux existants si c'est nécessaire.
  - Les plans d'exécution des ouvrages à réaliser, qui doit tenir en compte des conditions de leur mise en place, sont à définir par un BET agréé dans le domaine de génie civil et validée par un bureau de contrôle, qui seront engagés par le prestataire et à sa charge, en fonction de la nature du sol de fondation et des charges permanentes et d'exploitation ainsi que les charges dues au vent et à l'eau en écoulement et des contrepoids.
  - Le titulaire du marché doit engager également, sur sa charge, pour le suivi qualitatif et quantitatif des travaux d'aménagement un Bureau d'Etudes, un laboratoire et un topographe agréés pour permettre la réalisation de ces ouvrages dans les règles de l'art.
- **Tout autre composant et accessoire nécessaires au bon fonctionnement de la station téléphérique.**

Le schéma d'installation, le dimensionnement des différentes composantes et l'installation de station téléphérique doivent être contrôlés et validés par un bureau de contrôle agréé.

Le contrôle effectué par le bureau de contrôle devra être effectué pour assurer la sécurité et le bon fonctionnement de la station téléphérique et selon les spécifications demandées dans le présent article devra porter sur tous les composants de la station (système du treuil, câbles, poteaux, poulies, moteur électrique, système de basculement entre fonctionnement électrique et le fonctionnement manuel, les fondations, la liaison fondation-poteaux, le système de mise en tension par les contrepoids, le dimensionnement des contre poids et tout autre composant participant à la stabilité, la sécurité et au bon fonctionnement du système de la station téléphérique).

Le bureau de contrôle devra être mandaté par le prestataire et sur sa charge.

Les hypothèses à considérer doivent être proposées par le prestataire et validées par le MO et doivent prendre en compte notamment les hypothèses minimales suivantes :

- Poids transportés par le treuil : saumon 100 kg, moulinet, matériel de mesure par doppler ;
- Poids des contrepoids ;
- Vitesse de l'écoulement ;
- Vitesse du vent ;
- Les portées estimatives :

- Entre 170 et 190 pour la station Belksiri ;
- Entre 100 et 120 pour la station Azibe Soltane.

Ces portées sont données à titre indicatif et sont à confirmer par l'étude de détermination des emplacements des treuils.

- **Fourniture et installation d'un torpille en plomb pour la mesure des eaux (saumon) :**

Le saumon est sous forme de torpille en plomb et servira de support pour le moulinet afin d'assurer la stabilité de la mesure notamment en cas des crues, suspendus à base de sangle ou équivalent avec queue de stabilisation du saumon et du moulinet en présence de forts écoulements.

Le saumon devra être livré avec une caisse de transport.

Le torpille en plomb (saumon) doit disposer des caractéristiques suivantes :

- Poids : 100 kg ;
- Conçus pour la mesure de vitesse d'eau des cours d'eau ;
- Matériau : cadre en laiton coulé dans du plomb dur avec couleur jaune ;
- Vitesse d'écoulement : jusqu'à 10 m/s ;
- Détecteur de fond : avec contact de fond pour la détection du fonds de la section de mesure ;
- **Fourniture et installation de caisse de moulinet :**

Le prestataire devra fournir, pour chaque station, une caisse de moulinet composée au moins du corps du moulinet et de 2 hélices.

Le moulinet permettra de mesurer la vitesse du courant et sera monté sur saumon (Torpille).

Le boîtier de la caisse de moulinet devra être robuste en PVC, verrouillable

Le moulinet doit disposer des caractéristiques minimales suivantes :

- Plage de mesure : 0,025 - 10 m/s ;
- Technologie de mesure : mécanique ;
- Diamètre des hélices : une hélice 125 mm et une hélice 80 mm ;
- Matériau hélice : aluminium anodisé ;
- Forme du corps du moulinet : rond et aérodynamique ;
- Matériau du corps : acier inoxydable ;
- Fixation adaptée au saumon qui sera installé au niveau des stations téléphériques ;
- **Formation :**

Le prestataire assurera la formation à l'utilisation de la station téléphérique durant une période d'au moins 2 jours pour chacune des stations téléphériques qui seront installées.

La formation sera faite par l'équipe du prestataire ainsi que le(s) constructeur(s), le cas échéant.

La formation devra porter sur :

- L'utilisation du treuil et les consignes de sécurité à respecter ;
- Les comportements à adopter face à des dysfonctionnements potentiels ;
- Les opérations de vérification et de maintenance préliminaires des stations téléphériques ;

#### **ARTICLE 25 : AIRE D'INTERVENTION**

Le marché qui découlera du présent appel d'offres concernera :

- La fourniture et installation de stations téléphériques fixes pour la mesure du débit d'eau au niveau des deux stations hydrologiques suivantes :

N°	Station hydrologique	Province	X	Y
1	Azibe Soltane	Sidi Kacem	491 754	413 757
2	Belksiri	Sidi Kacem	448 300	440 972

#### **ARTICLE 26 : DOCUMENTS A FOURNIR**

Le prestataire devra présenter, pour chaque station téléphérique installée, les documents suivants :

- Avant l'installation du treuil :
  - Le rapport de l'étude de détermination de l'emplacement de la station téléphérique ;
  - Une note contenant ses plans d'exécution des fondations ainsi le schéma d'installation et les spécifications techniques des différentes composantes des systèmes de la station téléphérique validée par un bureau de contrôle ;
  - Un planning des opérations des installations ;
- Après l'installation du treuil :
  - Rapport de fin des prestations :
    - Synthèse des prestations réalisées ;
    - Attestation de conformité de la fondation délivrée par le BET de suivi ;
    - Attestation de conformité de la qualité des travaux réalisés de fondation et copie du rapport du laboratoire de suivi et contrôle de la qualité délivrée par le laboratoire de suivi ;
    - Attestation de conformité de l'installation de la station téléphérique délivrée par le bureau de contrôle ;
  - Un rapport de formation :
    - Comptes rendus et synthèses des séances de formations ;
    - Guides relatifs à :
      - L'utilisation du treuil et les consignes de sécurité à respecter ;
      - Les comportements à adopter face à des dysfonctionnements potentiels ;

- Les opérations de vérification et de maintenance usuelles des stations téléphériques.

Tous les rapports et notes cités doivent parvenir le MO en 3 exemplaires en version papier et en version numérique.

## **ARTICLE 27 : DISPOSITIONS GENERALES**

### **1. Visite des lieux**

Le soumissionnaire est réputé avoir reconnu en personne ou fait reconnaître par un représentant qualifié l'emplacement des installations et accès à réaliser. Il est censé avoir une parfaite connaissance des lieux et des sujétions d'exécution résultant des conditions des sites d'installation.

### **2. Transfert de technologie**

Pour assurer un bon fonctionnement du matériel acquis, le prestataire devra transférer son savoir-faire et ses compétences au personnel du maître d'ouvrage pendant l'installation des équipements.

## **ARTICLE 28 : DEFINITION DES PRIX**

### **Prix N° 1 : Fourniture, installation et mise en service d'une station téléphérique fixe complète pour la mesure des débits au niveau de la station Azibe Soltane**

Ce prix rémunère la fourniture, l'installation et la mise en service d'une station téléphérique fixe pour la mesure des débits au niveau de la station Azibe Soltane y compris la fourniture et l'installation d'un torpille en plomb pour la mesure des eaux (saumon), la fourniture et l'installation de caisse de moulinet universel et la disposition d'une formation selon les spécifications de l'article 25.

**Ce prix est payé à l'unité.**

### **Prix N° 2 : Fourniture, installation et mise en service d'une station téléphérique fixe complète pour la mesure des débits au niveau de la station Belksiri**

Ce prix rémunère la fourniture, l'installation et la mise en service d'une station téléphérique fixe pour la mesure des débits au niveau de la station Belksiri y compris la fourniture et l'installation d'un torpille en plomb pour la mesure des eaux (saumon), la fourniture et l'installation de caisse de moulinet universel et la disposition d'une formation selon les spécifications de l'article 25.

**Ce prix est payé à l'unité.**


**ARTICLE 29 : BORDEREAUX DES PRIX FORMANT LE DETAIL ESTIMATIF**

**OBJET : la fourniture et installation de stations téléphériques fixes pour la mesure du débit d'eau au niveau de deux stations hydrologiques dans le bassin hydraulique du Sebou.**

N° de prix	Désignation	Unité	Quantité	Prix unitaire en (HT)	Prix total (HT)
1	Fourniture, installation et mise en service d'une station téléphérique fixe complète pour la mesure des débits au niveau de la station Azibe Soltane	U	1		
2	Fourniture, installation et mise en service d'une station téléphérique fixe complète pour la mesure des débits au niveau de la station Belksiri	U	1		
Total HT :					
TVA (20%) :					
Total TTC :					

Fait à.....,le.....  
Signature et cachet du concurrent



LE MAITRE D'OUVRAGE	LE CONCURRENT
 <p data-bbox="391 510 730 631">           Directeur de L'Agence            du Bassin Hydraulique du Sebou            Signé: Khalid EL Ghomari         </p>	